

nous détruirons le principe même de nos procédés démocratiques, et le Canada en tant que nation en souffrira.

On se demande, par conséquent, s'il est tellement nécessaire de nous mettre, en ce moment, la question du drapeau sur les bras sous forme d'un problème politique. Le plébiscite pourrait comporter la simple question: «Voulez-vous, en tant que Canadiens, un nouveau drapeau?» Si la réponse est oui, le Parlement devra en produire un, soit par l'entremise d'un comité de tous les partis d'une conférence fédérale-provinciale sur les symboles, ou par n'importe quel moyen proposé cet après-midi. Mais, imposer un drapeau politique à une nation, un drapeau choisi par le chef d'un groupe qui ne jouit pas de la confiance de la majorité des Canadiens, surtout quand on refuse aux députés le vote libre, c'est commettre une grande erreur qui suscitera le ressentiment de bien des milliers de Canadiens.

Le *Telegram*, de Toronto, écrit, en analysant la question:

Le premier ministre Pearson a grand tort de présenter la question en ce moment. Il a grand tort, aussi, d'en faire une question de confiance...

Le premier ministre est mal conseillé, lorsqu'il pilote en ce moment à la Chambre et au Parlement cette mesure nocive qui fomenta la division.

Quel qu'en soit le résultat—et ce résultat est tout à fait prévisible—il ne fera qu'accentuer les divergences dans notre nation complexe.

La date de la publication était le 17 juin, et l'éditorial était intitulé *Emblème vide de sens*; il s'agissait du drapeau choisi personnellement par le premier ministre.

Il existe, certes, des sujets plus importants pour occuper le Parlement. Suivant l'ordre des priorités, pourquoi ne pas examiner tout d'abord la possibilité de modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique au Canada? Il me semble étrange que ceux-là mêmes qui réclament à grands cris un nouveau drapeau, veuillent encore une nation prête à aller mendier, chapeau bas, au Parlement de Westminster un amendement de notre constitution.

Pourquoi ne nous occupons-nous pas de l'un des objectifs primordiaux du Parlement, l'examen des prévisions budgétaires des divers ministères et l'adoption du programme de dépenses du gouvernement? Jusqu'ici, nous avons approuvé les prévisions budgétaires du ministère de l'Agriculture et du ministère des Postes, et je crois que nous avons renvoyé à un comité les prévisions budgétaires du ministère des Affaires extérieures. Nous avons passé environ dix jours à examiner les prévisions budgétaires de divers ministères, travail qui prend ordinairement un minimum de 45 jours. Au lieu de nous occuper de ce travail fondamental, nous dissipons notre temps, dans la chaleur de l'été, à discuter la question du

drapeau, et quand nous reviendrons à l'automne, on comptera que nous nous hâterons d'expédier ces prévisions budgétaires, en semblant faire du Parlement une simple Chambre d'enregistrement.

Je ne sais pas qui, au sein du gouvernement, est responsable de la préparation des travaux de la Chambre, mais après 97 ans de Confédération, nous devrions certainement pouvoir agir suivant un ordre donné de façon que le Parlement puisse accomplir les travaux de la session et permettre ainsi à ses membres d'aller dans leur foyer rejoindre leur famille, en été, et profiter de vacances, comme tous les autres Canadiens. Quand nous reviendrons à l'automne, reposés, nous pourrions nous mettre aux travaux qui concernent le pays. Comme je l'ai dit, le gouvernement ne nous a guère donné l'occasion d'accomplir même cette tâche élémentaire.

On trouve encore au *Feuilleton* des mesures que le premier ministre a déclaré urgentes il y a des semaines—et l'adoption du drapeau n'était pas de celles-là. Il n'était pas question du drapeau dans le discours du trône. Il n'en était même pas question dans la liste de trente-cinq mesures que nous en sommes venus à considérer comme le second discours du trône du premier ministre. Ce n'est pas avant un certain jour du mois de mai qu'on s'est mis tout à coup à y attacher de l'importance, même si la Chambre siégeait depuis février. Et le drapeau est devenu d'une importance tout à fait démesurée.

Chose curieuse, toutefois, maintenant que le débat a repris, le gouvernement cherche à en atténuer l'importance. Ses partisans parlent d'obstruction, comme l'un d'eux vient de le faire il y a à peine quelques minutes. On veut faire croire à la population canadienne que ceux d'entre nous qui s'opposent au drapeau Pearson gaspillent le temps du Parlement. Or, si la question a si peu d'importance, pourquoi le premier ministre lui donne-t-il la priorité sur toutes les autres qui figurent au *Feuilleton*?

Avec votre permission, monsieur l'Orateur, j'aimerais énumérer certaines mesures importantes que nous n'avons pas le droit d'étudier, parce qu'il nous faut discuter du drapeau du premier ministre. Je ne mentionnerai que les plus importantes. Il y a l'établissement de commissions de délimitation des circonscriptions électorales, la modification à la loi sur les postes relativement au tarif du courrier de première classe, etc., la mesure visant à instituer un régime général de pension de vieillesse, la résolution selon laquelle un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes doit être nommé pour étudier le régime de pension du Canada,